



le pouvoir AUX travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 17 — 28 mai 1974

sommaire

page 4 :

GUINEE-BISSAU, MOZAMBIQUE,
ANGOLA

page 6 :

OUA - UNE VARIANTE DU PANAFRICANISME AU SOMMET : REALITE ET POUVRE AUX YEUX

page 9 :

APRES LA CREATION DE L'OUGUYA :
TRAVAILLEURS ET PAYSANS
PAUVRES FONT LEURS COMPTES

page 11 :

MARIAGE FORCE, OPPRESSION DE
LA FEMME, MANIFESTATIONS
D'UNE SOCIETE INJUSTE

page 12 :

QUELLE REVOLUTION EN AFRIQUE ?

page 14 :

VAINCUS PAR LES URNES, LES
TRAVAILLEURS VAINCRONT DANS
LES LUTTES

prix: 1 Franc

REFERENDUM SUR LA
CONSTITUTION AU MALI :

QUAND TRAOURE

VEUT SE FAIRE

PLEBISCITER

C'est le 2 juin que sera organisé au Mali ce référendum sur la constitution que l'armée avait promis dès le coup d'Etat qui renversa Modibo Keita en 1968, et que Moussa Traoré avait annoncé en 1971 déjà.

Le Comité militaire n'était donc pas très pressé de "doter le pays des instruments juridiques vitaux pour son développement harmonieux" comme il le dit aujourd'hui. Pendant près de six ans, l'armée ne cherchait même pas à cacher sa dictature sous des masques constitutionnels. Elle se contentait de temps en temps d'affirmer qu'il y aura une constitution, que le pouvoir sera rendu aux civils, que les militaires sont venus seulement pour sauver la nation mais que, si cela ne dépendait que d'eux, ils préféreraient retourner dans les casernes, et autres balibernes du même genre. Mais, en attendant de retourner dans les casernes, c'est le pays tout entier que l'armée a transformé en casern.

La dictature de l'armée pèse sur le pays tout entier. Toute organisation politique est interdite, les libertés et les droits démocratiques n'existent pas. Les brutes en uniforme règnent sans partage.

Mais c'est surtout sur les classes les plus pauvres que pèse cette dictature. L'interdiction de s'organiser englobe non seulement les partis, mais les organisations syndicales. Car comment considérer comme une organisation syndicale véritable, c'est-à-dire une organisation destinée à défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs, le syndicat gouvernemental unique dont l'activité essentielle consiste à se réunir de temps en temps en présence des représentants du Comité militaire pour chanter les louanges du régime ?

En interdisant la grève comme toute possibilité d'organisation autonome, le Comité militaire tient à désarmer les travailleurs, à les empêcher de revendiquer l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail.

Comme, par ailleurs, il tient à empêcher toute possibilité d'organisation des masses de paysans pauvres des campagnes.

Dans les campagnes, les militaires règnent avec l'arrogance et le mépris des commandants de cercle du temps colonial. Ils sont totalement incapables, du haut jusqu'au bas de la hiérarchie militaire, de trouver des solutions aux terribles maux qui frappent les paysans pauvres par ces temps de sécheresse. Au contraire, ils y ajoutent leur propre parasitisme. Même dans les régions les plus frappées par la famine, même là où l'incapacité désastreuse du Comité militaire à résoudre des problèmes vitaux est le plus visible, les impôts continuent à être perçus, de force au besoin. C'est en arrachant le nécessaire de la bouche des affamés que le pouvoir paie ses ministres et ses colonels qui ne font en général qu'un, qu'il entretient l'armée, la police et les privilégiés qui gravitent autour du pouvoir.

En organisant aujourd'hui un référendum sur la constitution, Traouré et compagnie veulent, en premier lieu, faire plébisciter leur politique et démontrer qu'ils représentent l'ensemble du pays. Ce plébiscite ne concerne en rien les travailleurs ou les paysans pauvres du Mali. Ils n'ont pas à apporter leur caution à cette opération en y participant. Ils n'ont pas à accréditer l'idée qu'ils peuvent être représentés par ce régime, qui représente au contraire les dioulas, les marabouts, les privilégiés qui vivent de l'argent de l'Etat, les parasites de toute sorte à l'intérieur et l'impérialisme à l'extérieur.

En second lieu, si le plébiscite se traduit par le succès escompté — et, pour assurer ce succès, les Traouré et autres Thiécora Bacayoko ont pris toutes les dispositions, n'en doutons pas —, le Comité militaire tentera de démontrer qu'en promulguant la constitution il a su guider le pays vers une vie politique démocratique. Cela fait toujours bien à l'image de marque du régime à l'étranger...

Vaste fumisterie ! Oui, il est indispensable de conquérir les droits et les libertés démocratiques au Mali, comme dans tous les pays d'Afrique d'ailleurs. Mais ce n'est pas là une affaire de constitution, promulguée de surcroît à l'ombre des bayonnettes. Ce n'est pas non plus un retour au régime antérieur, à celui du dictateur civil Modibo Keita qui y conduit.

La liberté et les droits démocratiques pour la grande majorité du pays, c'est-à-dire pour les travailleurs des villes et les paysans pauvres des campagnes, ne seront assurés que si ces classes se les assurent elles-mêmes, en prenant elles-mêmes et en exerçant elles-mêmes le pouvoir. Il n'y a point besoin de sauveur, ni militaire, ni civil. Celui qui vient en sauveur prépare toujours de nouvelles chaînes.

C'est collectivement, organisés dans des organisations de classe, que les travailleurs peuvent édifier des organes de pouvoir qui soient véritablement les leurs, véritablement sous leur contrôle constant.

Et le rôle de ceux qui sont sincèrement attachés à ce que les pays d'Afrique sortent de la succession sans fin de dictateurs qui remplacent d'autres dictateurs, avec ou sans constitution, qui sont sérieusement décidés à s'engager dans la lutte pour la liberté et les droits démocratiques, est de préparer, dès maintenant, les travailleurs à remplir leur rôle, à apprendre à s'organiser, à s'éduquer.

oOo

GUINEE BISSAU, MOZAMBIQUE, ANGOLA:

MEME SI L'INDEPENDANCE NATIONALE EST EN VUE, L'EMANCIPATION SOCIALE RESTE A CONQUERIR

Au moment où nous écrivons, les négociations entre les représentants du PAIGC et du gouvernement portugais se poursuivent à Londres, bien au delà des délais prévus pour parvenir au moins à l'armistice.

Malgré l'évidence, malgré le fait que le mouvement d'indépendance national guinéen avait déjà dans les faits conquis l'indépendance du pays, le gouvernement portugais continue donc apparemment à biaiser, à retarder l'échéance, à obtenir au moins que les îles du Cap-Vert soient détachées de Guinée-Bissau. Finira-t-il par abandonner rapidement ses exigences ou pas, il faut attendre le résultat des négociations pour le savoir. En tout cas, ce gouvernement qui prétend avoir rompu avec les méthodes de Salazar et où participent des ministres de gauche, du PS et du PC portugais, démontre qu'il n'est pas prêt à accorder sans préalable et immédiatement l'indépendance aux peuples colonisés qui l'exigent. Si la rapidité avec laquelle il avait engagé les négociations avec le PAIGC montre qu'il a au moins la lucidité de reconnaître l'incapacité de l'armée portugaise de l'emporter sur le terrain, ses tergiversations montrent tout autant que ce sont les intérêts de la bourgeoisie portugaise qui le préoccupent, en l'occurrence la façon dont elle pourra se dégager à bon compte de sa guerre coloniale, et nullement le droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes.

Autant dire que les peuples des colonies portugaises ne peuvent en rien faire confiance à ce gouvernement. Ses tergiversations, même au sujet de la Guinée-Bissau, qui est pourtant pour l'essentiel contrôlé par le PAIGC et qui est déjà reconnu par plus de quatre-vingts Etats laissent entrevoir qu'il sera bien moins pressé encore à retirer les troupes portugaises de l'Angola et du Mozambique et à reconnaître à ces pays leur indépendance.

Et pendant ce temps-là, les troupes coloniales continuent à sévir. Elles continuent à faire la guerre aux groupes de guérilla nationaliste à détruire et à tuer au service d'une cause perdue, celle du maintien de l'empire colonial portugais sous une forme aménagée.

Les événements de Lisbonne, tout comme la reconnaissance du PAIGC et le début des négociations pour l'indépendance de la Guinée-Bissau, ont cependant soulevé partout dans les colonies portugaises une vague d'espoir qui se concrétise par une effervescence politique, par une multiplication de meetings de toutes sortes et par des grèves dans les secteurs où se concentrent un grand nombre de travailleurs. C'est ainsi que les travailleurs du grand chantier du barrage de Cabora-Bassa au Mozambique se sont mis en grève à l'occasion de la visite à Lourenço-Marquês du ministre portugais Almeida Santos. Ils ont réclamé une augmentation des salaires, mais également le départ d'un certain nombre de contremaîtres racistes, originaires d'Afrique du Sud. Malgré la charge des forces de répression contre les grévistes, ces derniers ont obtenu satisfaction sur les deux points.

Ce succès des travailleurs de Cabora-Bassa, pour limité qu'il soit, est prometteur. Prometteur pour l'immédiat car, même pour obtenir satisfaisant à l'exigence d'indépendance nationale que les travailleurs de Mozambique partagent avec toutes les couches de la population qui souffrent de la domination coloniale, il reste encore des combats à mener. Mais prometteur également pour l'avenir. Car même si le Mozambique sera enfin débarrassé de l'oppression coloniale, le nouveau pouvoir qui sera sorti de la lutte pour l'indépendance nationale ne sera en rien un pouvoir représentant les travailleurs et contrôlé par eux. Le FRELIMO, pas plus que les autres organisations nationalistes ne sont des organisations qui se placent sur le terrain du prolétariat, même si elles ont des travailleurs dans leurs rangs, et même si leur combat contre la domination coloniale bénéficie de la sympathie des travailleurs.

Les appareils d'Etat construits à partir du FRELIMO, du MPLA ou du PAIGC seront du même type que celui de l'Algérie, comme celui de la Guinée, ou du Ghana. Comme dans ces pays, le prolétariat les trouvera contre lui lorsqu'il commencera à s'organiser pour ses objectifs de classe, et même simplement, lorsqu'il luttera pour ses revendications propres.

Il faut que la classe ouvrière de Mozambique et de l'Angola s'y attendent et s'y préparent.

Il ne suffit certes pas que la classe ouvrière de ces pays apparaisse sur la scène politique avec ses revendications propres pour qu'elle soit déjà consciente de ce qui la distingue des autres classes de la population. Mais plus elle aura l'expérience et l'habitude des luttes par ses propres moyens contre les privilégiés de la puissance coloniale, plus il sera difficile aux couches privilégiées angolaises, mozambicaines, lorsqu'elles auront pris la place des colonialistes, de tromper les travailleurs de leurs pays par des phrases creuses sur l'unité nationale entre tous les Africains, riches ou pauvres.

OUA - UNE VARIANTE DU PANAFRICANISME AU SOMMET :

REALITE ET POUDRE AUX YEUX

C'est à Mogadiscio, en Somalie, que se réunira la douzième conférence au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine.

Lorsque la conférence constitutive de l'OUA se tint à Addis-Abéba, en 1963, elle fut présentée comme une date historique, comme la première manifestation du panafricanisme triomphant, celle qui s'est traduite par la formation d'une organisation structurée permanente entre Etats. "L'Afrique en marche", suivant une formule qui devait revenir par la suite.

L'Afrique en marche ? Est-ce cela ce rassemblement où se cotoient les Haïlé Sélassié, les Hassan II, les Boumedienne, les Ahidjo, les Ould Daddah, les Arine, les quarante-deux chefs des quarante-deux Etats membres, les prétendus progressistes comme les francs réactionnaires ; les bourreaux de leur peuple comme les soi-disant "démocrates" à la Senghor ; ceux qui ponctuent tous leurs discours de slogans qui se veulent anti-impérialistes, comme les pantins ouverts de l'impérialisme ?

Tous ces gens-là et leur organisation ne représentent pas l'avenir de l'Afrique, mais son passé, tourné vers le tribalisme ; vers la domination de grands propriétaires féodaux vivant de la misère de leurs paysans ; vers le règne des castes, des marabouts ou des popes. Et tous ces gens-là, lorsqu'ils représentent quelque chose hormis l'appareil d'Etat et les couches qui le parasitent, représentent les classes les plus riches de la société africaine pour une part et, pour une autre, l'impérialisme auquel les uns sont ouvertement dévoués, et dont les autres s'accrochent.

Bien sûr, à côté des hommes comme Haïlé Sélassié, ce monarque d'un autre âge, responsable de la mort de plus de cent mille paysans de son pays, morts de faim, participeront à la réunion de Mogadiscio également des hommes d'Etat qui se disent révolutionnaires, ainsi que des dirigeants de mouvements de lutte d'indépendance dans les pays encore sous le joug colonial. Mais cela prouve seulement que même ces dirigeants ne se sentent pas gênés de faire partie de la même organisation que les pires symboles de l'oppression sociale et que, finalement, ils se placent dans le même camp.

Ce "panafricanisme de chefs d'Etat" que représente si bien l'OUA illustre parfaitement ce qu'il y a de fondamentalement fallacieux dans toutes les formes de panafricanisme. A la base, il y a l'idée que tous les Africains ont fondamentalement le même intérêt, et que la conscience de cette identité d'intérêt est prioritaire par rapport à tout ce qui divise les Africains.

Comme si les intérêts de Haïlé Sélassié étaient les mêmes que ceux du métayer qui travaille sur ses terres et qui est obligé de lui verser les trois quarts de sa récolte, quitte à souffrir de la famine !

Comme si les intérêts d'un Ould Daddah qui touche les prébendes de la MIFERMA étaient les mêmes que ceux de l'ouvrier de Zouérate exploité par la même MIFERMA !

Contrairement à ce qu'affirment tous les chantres du panafricanisme, l'Afrique ne constitue pas un monde à part où il n'y aurait pas de classes sociales. En Afrique, comme

partout, il y a des exploités et des exploités, des oppresseurs et des opprimés, des riches et des pauvres. En Afrique, comme partout, nier cela, prétendre que les intérêts des uns et des autres sont les mêmes ou encore prétendre qu'on peut servir à la fois les deux signifie que l'on sert les premiers, c'est-à-dire les exploités.

Non seulement il y a des classes dans la société africaine, mais tout, dans l'évolution économique, fait que les plus chanceux ou les plus puissants des membres des anciennes classes dominantes s'intègrent dans la classe bourgeoise qui existe partout dans le monde capitaliste, en liant en général leurs intérêts à ceux des classes capitalistes des puissances impérialistes, tandis que les anciennes classes pauvres d'Afrique se prolétarisent. Les uns en Afrique même, en peuplant les bidonvilles autour des grandes cités, à Dakar, à Nouakchott comme à Abidjan ou à Addis-Abéba, les autres, poussés à l'émigration par la misère, en devenant ouvriers chez Citroën ou chez Renault, dans une des grandes entreprises des pays impérialistes assoiffés de main d'oeuvre à exploiter.

Alors, parler aujourd'hui de panafricanisme, et prétendre qu'il faut réaliser d'abord l'union de tous les Africains avant de régler les différends entre Africains est une vaste funisterie destinée à tromper les exploités africains. Ceux qui le prétendent, en particulier les dirigeants qui se réunissent dans le cadre de l'OUA, n'y croient pas eux-mêmes, eux qui ont infiniment plus de liens, d'affinités et de communauté d'intérêts avec les exploités non africains qu'avec les exploités de leurs propres pays.

Nous, les révolutionnaires socialistes, nous sommes pour l'union et pour la solidarité, mais celles de tous les exploités, contre leurs exploités. Nous combattons pour que tous les travailleurs d'Afrique trouvent le chemin de leur unité, et aussi de leur unité avec les travailleurs du monde entier, pour mettre fin aussi bien à la domination de l'impérialisme qui opprime et pille l'Afrique qu'à la domination des privilégiés africains, comme de leurs serviteurs couronnés ou galonnés.

Et c'est en même temps la seule voie pour réaliser l'unité indispensable de l'Afrique. Car dix ans d'expérience de l'OUA, qui réunit la quasi-totalité des chefs d'Etat et qui, si elle avait voulu réaliser l'unité de tous les pays qui en font partie, aurait eu les moyens de le faire, est concluant. Pas un seul pas sur le chemin de l'unité africaine n'a été fait. Et, pourtant, tous ces gens ne cessent de pérorer sur le panafricanisme, sur la nécessité de s'unir contre la domination étrangère. Il n'y a pas de meilleure façon de démontrer le décalage entre les mots destinés à tromper et les intentions réelles.

Et il ne peut pas en être autrement. Car, pour les privilégiés qui dirigent tous les pays d'Afrique, l'Etat n'est pas seulement un instrument destiné à assujettir, à opprimer les pauvres, mais aussi un moyen de leur extorquer de l'argent et, avec cet argent, de s'assurer ces multiples avantages et privilèges que s'assurent dans tous les pays d'Afrique les couches qui parasitent les appareils d'Etat. Les privilégiés d'aucun pays ne sont prêts à accepter d'abandonner de plein gré les avantages que procure la possession d'un appareil d'Etat national.

Peu leur importe que ces Etats aient comme fondement territorial des entités héritées de l'époque coloniale ; peu leur importe que les frontières tracées par les colonialistes ne correspondent à aucune réalité et qu'elles divisent l'Afrique en une multitude de petits pays non viables. La seule chose qui compte pour eux, c'est que la possession d'un appareil d'Etat leur procure maints avantages. Et ces gens-là osent parler d'unité africaine et reprocher aux révolutionnaires socialistes de diviser cette unité ! Eux qui pérorer sur le caractère néfaste de l'héritage territorial du colonialisme, qui montrent l'OUA en exemple comme un pas en avant pour liquider cet héritage, alors même qu'un des principaux points de la charte de l'OUA garantit justement l'intangibilité des frontières héritées de l'époque coloniale.

L'unité des pays d'Afrique exige une révolution sociale profonde, car seule une telle révolution, unissant les exploités d'Afrique dans un même combat contre leurs exploités, peut fondre dans un même creuset la diversité des peuples, des ethnies et, surtout, peut ba-

layer les classes sociales privilégiées attachées à l'existence de minuscules Etats nationaux.

Et c'est parce que le panafricanisme s'oppose à la prise de conscience des classes exploitées, du prolétariat essentiellement, de son rôle particulier, de ses tâches particulières, que c'est une doctrine réactionnaire, mais aussi une doctrine qui va à l'encontre de l'unification de l'Afrique.

Les classes privilégiées africaines se servent du panafricanisme car elles savent que des siècles d'oppression ont donné aux masses africaines une soif particulière à la dignité humaine, et que cette soif de dignité se manifeste par l'aspiration à l'émancipation nationale. Et cette aspiration coïncide souvent avec l'aspiration à une Afrique unifiée, tant il est vrai que, pour beaucoup, l'émancipation nationale dans le cadre des frontières héritées du colonialisme n'a pas grand sens. Mais ce sont précisément les classes privilégiées africaines qui constituent, avec l'impérialisme, un obstacle sur le chemin de la réalisation même de ces aspirations à un objectif pourtant élémentaire.

APRES LA CREATION DE L'OUGUYA

TRAVAILLEURS ET PAYSANS PAUVRES FONT LEURS COMPTES

Lorsque, l'année dernière, la Mauritanie a rompu les accords monétaires avec la France, quitté la zone franc et mis en circulation l'ouguya, il ne manquait pas quelques bons esprits pour se demander si cela ne marquait pas l'évolution du régime vers une attitude plus hostile à l'emprise de l'impérialisme sur le pays, et, en particulier, sur ses riches-minières. Certes, ces bons esprits n'étaient pas très nombreux, tant il est vrai qu'Ould Daddah a une si solide réputation de servilité à l'égard de l'impérialisme qu'elle décourage même la plupart de ceux qui, au lieu de lutter réellement contre l'impérialisme, préfèrent chanter les louanges des chefs d'Etat en place dès que ces derniers font preuve de quelque liberté à l'égard de la puissance impérialiste qui les patronne. Cela dit, nombreux étaient ceux qui, sans porter la moindre considération pour Ould Daddah, ont été plutôt contents du retrait de la Mauritanie de la zone franc et de la création d'une monnaie mauritanienne.

Certes, aucun pays d'Afrique ne peut ne serait-ce que relâcher l'emprise de l'impérialisme français sans rompre avec cet instrument de domination économique qu'est la zone franc. Faire partie de la zone franc signifie pour le pays concerné que tout son système monétaire est contrôlé par Paris, ainsi d'ailleurs que ses échanges commerciaux avec d'autres pays, car le franc CFA ne s'échange pas directement contre d'autres devises : il faut passer par l'intermédiaire du franc français. Donc, par l'intermédiaire de la Banque de France.

Mais quitter la zone franc ne signifie pas en soi un grand changement dans les relations entre le pays qui aurait pris cette initiative et l'impérialisme français, ni surtout que le peu de changements que cela implique profite à tous dans le pays. Bien au contraire.

En fait, tout en quittant la zone franc, Ould Daddah ne voulait surtout pas inquiéter l'impérialisme en général et pas même l'impérialisme français contre qui cette mesure était dirigée. La rupture de l'union monétaire avec la France s'est, à l'époque, accompagnée d'une série de déclarations politiques rassurantes pour tous les investisseurs de capitaux étrangers, pour tous les groupes capitalistes qui, par l'intermédiaire de la MIFERMA, de la SOMIMA, exploitent les ouvriers de la Mauritanie en même temps qu'ils pillent les richesses minières du pays.

Surtout Ould Daddah et les couches dirigeantes à qui profitent les royalties versées par les groupes capitalistes pensaient, à juste raison de leur point de vue, que, pour pouvoir faire monter les enchères, il valait mieux pouvoir marchandiser avec plusieurs puissances impérialistes plutôt qu'avec une seule et que, l'appartenance à la zone franc, en donnant un avantage à l'impérialisme français, était un obstacle à ce marchandage.

Il est difficile de savoir, un an après la création de l'ouguya, si Ould Daddah et les siens ont trouvé leur compte avec ce nouveau système. Ces Messieurs n'ont l'habitude d'afficher ni leur compte en banque, ni le tarif auquel ils se vendent et vendent la sueur des travailleurs du pays aux groupes capitalistes des puissances impérialistes.

Ce qui est certain, c'est que les travailleurs, eux, n'y ont pas trouvé leur compte. Ceux de Zouérate continuent à peiner dix ou douze heures par jour pour un salaire de misère pendant que le fruit de leur travail continue à enrichir les Penarroya, Usinor et autres Banque de Paris et des Pays-Bas et autres monopoles internationaux qui contrôlent la MIFERMA ou la SOMIMA.

Les paysans pauvres n'ont pas davantage trouvé leur compte. Quelle que soit la somme qu'a apportée à l'Etat sa nouvelle politique monétaire, ce qui est certain, c'est que les paysans des campagnes n'en ont nullement bénéficié, eux qui ont tant de besoins d'infrastructures hydrauliques, de puits pour éviter les conséquences de la sécheresse. Par contre, s'ils savent qu'il y a une nouvelle monnaie, c'est par ses inconvénients.

En effet, l'Ouguya n'est accepté ni au Sénégal, ni au Mali. Or, de tout temps, les échanges étaient nombreux entre les deux rives du Sénégal qui sert aujourd'hui de frontière mais qui coupe en deux les mêmes peuples et, parfois les mêmes familles. Et, aujourd'hui, ces échanges sont parfois vitaux, car, en raison de la famine, la nourriture manque souvent en Mauritanie, et ceux qui reçoivent de l'argent de leurs parents travailleurs en France ne trouvent de nourriture que de l'autre côté du fleuve.

Dans toutes la région de Diaguily, Bakel, jusqu'à Kaïdi, de nombreuses familles sont confrontées à des problèmes insurmontables du fait que l'ouguya n'est pas accepté ailleurs qu'en Mauritanie.

Tous ceux qui sont à la recherche de nourriture avec une monnaie qui est considérée comme un chiffon de papier là où on trouve justement de la nourriture, n'ont que faire des vantardises nationalistes de tous ces régimes dont même les mesures qui veulent aller dans le sens d'une plus grande liberté vis-à-vis de l'impérialisme se retournent contre les couches pauvres.

Le combat pour se libérer de l'emprise impérialiste, pour être efficace, et pour ne pas en rester à quelques mesures de détail payées au prix fort par les plus pauvres, doit être mené par les travailleurs en alliance avec les paysans pauvres.

MARIAGE FORCE, OPPRESSION DE LA FEMME, MANIFESTATIONS D'UNE SOCIÉTÉ INJUSTE

Il est un aspect de l'emprise qu'a gardée la famille dans la plupart des régions d'Afrique occidentale dont se plaignent particulièrement de nombreux jeunes tant là-bas au pays qu'ici dans l'émigration : il s'agit du mariage forcé. Combien sont les jeunes travailleurs, vivant ici parfois depuis longtemps, qui reçoivent un jour une lettre de leurs parents leur demandant de rentrer pour épouser une fille, choisie par eux, que le principal intéressé ne connaît parfois même pas. La plupart des jeunes, après avoir naugréé, ou parfois protesté, finissent par accepter de peur qu'en refusant ils soient rejetés par toute la famille. Ils rentrent, ils se marient avec une fille qu'ils n'ont jamais vue et que, souvent, ils n'ont d'ailleurs pas l'occasion de voir beaucoup par la suite, obligés qu'ils sont de revenir ensuite travailler en France.

Révolutionnaires socialistes, nous combattons pour l'égalité de tous les hommes et femmes, pour leur droit de disposer d'eux-mêmes. Nous ne pouvons donc qu'être des adversaires du mariage forcé. Si deux êtres humains veulent vivre ensemble, il faut qu'ils puissent prendre leur décision de leur plein gré, sans aucune contrainte, ni juridique, ni familiale, ni matérielle.

Bien des jeunes cependant qui se plaignent du mariage forcé, car ils en ressentent la contrainte, l'injustice et le caractère anachronique, et qui se plaignent de l'oppression de la famille à leur égard sur cette question, trouvent parfaitement normal par contre l'oppression qui pèse sur la femme. Pourtant, même dans le mariage forcé, les rôles de l'homme et de la femme ne sont pas équivalents, et la contrainte est bien plus lourde pour la femme que pour l'homme, la première n'ayant vraiment aucune chance d'y échapper. Et si le mariage forcé pèse sur l'homme, pour la femme, il n'est qu'une des nombreuses contraintes dont elle souffre dans les sociétés africaines comme d'ailleurs dans les sociétés occidentales capitalistes.

Même si la coutume du mariage forcé disparaît, l'homme ne conquerra sa véritable liberté dans ce domaine qu'en même temps que la femme. Un être humain qui en opprime un autre ne peut pas être libre lui-même.

Mettre fin à l'oppression de la femme, assurer son émancipation pleine et entière est une des tâches qu'aura à accomplir la révolution démocratique qui reste à faire en Afrique. Et cette révolution démocratique ne peut être l'oeuvre que du prolétariat, car seul le prolétariat peut mettre fin à l'exploitation de la majorité des hommes par une minorité, exploitation dont dérivent finalement toutes les formes d'oppression.

QUELLE REVOLUTION EN AFRIQUE ?

Dans la lutte que nous avons entreprise, l'éducation politique des travailleurs tient une grande place. Pour nous, le socialisme n'est pas un mot vide de contenu dont tant de dirigeants africains couvrent tant de marchandises politiques avariées. Le socialisme présuppose la prise du pouvoir par le prolétariat. Il n'est possible que si les travailleurs des villes s'organisent pour la prise et l'exercice du pouvoir par eux-mêmes. S'ils savent gagner la confiance des masses paysannes des campagnes, afin que d'une part, celles-ci apprennent elles-mêmes à diriger leurs propres affaires dans leurs villages et que d'autre part, elles comprennent qu'elles ont tout intérêt à ce que le pouvoir politique dans les villes soit exercé non par une caste civile ou militaire, non pas par une " élite ", non pas par les bourgeois, mais par les travailleurs des villes.

Emprisonnée dans des structures sociales anachroniques, et en même temps écartée des fruits du progrès; subissant tant d'inégalités, d'oppressions, d'injustices, l'Afrique est lourde d'une révolution. Bien des gens en sont conscients. Les uns pour le déplorer et s'y opposer. Les autres pour l'appeler de leurs vœux. Nous sommes de ceux-là.

Et nous sommes de ceux qui pensent que la révolution africaine destinée à débarrasser l'Afrique de l'emprise de son propre passé comme de l'emprise de l'impérialisme, qui doit l'engager sur le chemin du progrès matériel comme culturel, fait partie de la révolution qui doit aboutir à la libération de l'homme, partout dans le monde, la révolution socialiste.

Notre tâche n'est pas des plus faciles. Pour bien de ceux qui désirent sincèrement s'engager dans la voie du combat pour la libération de l'Afrique, il est bien plus tentant de partir dans d'autres directions, de considérer que les classes sociales modernes sont trop faibles en Afrique pour que cela vaille la peine d'en tenir compte et que l'Afrique peut suivre une voie particulière.

Certes, la seule classe véritablement révolutionnaire de notre époque, celle qui est capable de créer une société où n'existe plus aucune exploitation de l'homme par l'homme, le prolétariat, est numériquement faible en Afrique. Mais l'évolution économique va inévitablement dans le sens de son renforcement. Chaque usine nouvelle construite, chaque mine ouverte, chaque dock mis en service le renforce. Et après tout, dès maintenant, n'est-il pas plus fort que ces " élites " petites-bourgeoises intellectuelles en qui tant d'hommes voient l'avenir de l'Afrique ? Et il a infiniment plus de droit de parler au nom des autres classes sociales exploitées, celles des campagnes en particulier.

Et puis, l'Afrique n'est pas isolée du monde, elle y est intégrée par toute sa vie économique, toute sa vie politique. Son avenir est celui de l'ensemble du monde. Et à l'échelle du monde, cet avenir se décide en fonction de qui l'emportera, de la bourgeoisie mondiale, tenant de la société actuelle, ou du prolétariat mondial, tenant de la société socialiste future. Ce choix entre les deux camps sociaux fondamentaux qui tiennent en main l'avenir de la société humaine, il n'est pas possible de l'éviter, pas même là où ces deux classes sont embryonnaires.

Pour notre part, nous avons choisi le camp du prolétariat. Ce sont les masses qui décident de l'histoire, ce sont les masses qui font les révolutions. Celle qui vient, en Afrique comme ailleurs, doit être faite par les travailleurs eux-mêmes et pour eux-mêmes.

C'est dans ce sens-là que nous devons nous préparer, dès maintenant, sans attendre. Tous ceux qui s'engagent dans la même voie ont une responsabilité particulière. Le mouvement ouvrier n'a pas de tradition de classe en Afrique, bien que les travailleurs aient déjà mené des luttes grandioses. Mais l'oppression coloniale, nationale ou raciale s'est trop longtemps superposée à l'oppression de classe pour qu'une claire conscience de classe puisse se dégager, pour que le prolétariat prenne conscience de ses intérêts particuliers et à plus forte raison de son rôle particulier essentiel dans l'avenir de la société. Elle n'a pas non plus de tradition d'organisation indépendante de classe qui puisse traduire dans les faits son rôle.

Mais le prolétariat africain est un prolétariat jeune, combatif qui apprendra vite. C'est la vie sociale elle-même, ses luttes qui sont les meilleurs maîtres. Mais le rôle des organisations révolutionnaires socialistes, instruites des expériences du passé acquises souvent au prix de lourds sacrifices par le prolétariat d'Europe, d'Amérique, d'Asie a une importance toute particulière, pour aider les travailleurs à s'éduquer sur le plan politique, à se dégager de l'emprise de divers courants nationalistes qui représentent les idées d'autres classes sociales hostiles au prolétariat.

Construire une telle organisation révolutionnaire socialiste, représentant le prolétariat, voilà la tâche à laquelle s'est attelée l'UATCI. La tâche est immense et le but n'est pas facile à atteindre. Mais il est indispensable de l'accomplir.

Dans ce travail, il y a de la place pour tous. Pour des travailleurs conscients, bien sûr, car c'est leur organisation qu'il s'agit de construire. Mais aussi pour d'autres, intellectuels, étudiants, qui sont prêts à se placer sur le terrain du prolétariat, épouser ses objectifs, mettre leur savoir au service de ces objectifs qui méritent l'enthousiasme comme les sacrifices.

VAINCUS PAR LES URNES LES TRAVAILLEURS VAINCRONT DANS LES LUTTES

A quelque quatre cent mille voix près, c'est finalement le candidat de la droite Valéry Giscard d'Estaing qui a remporté les élections présidentielles en France. C'est donc un président réactionnaire, grand bourgeois par ses origines, lié à sa classe par de multiples liens qui va diriger l'Etat français pour les sept ans à venir. Il est l'élu de sa classe et de toutes les forces de la droite, des conservateurs comme des pires courants fascistes et racistes de ce pays.

Il est évident que la classe ouvrière ne peut trouver aucune complaisance de la part de cet homme ou de la part des forces politiques sur lesquelles il s'appuyera. Il cherchera en toutes circonstances à mener une politique favorable aux intérêts de la bourgeoisie, à faire en sorte que les difficultés économiques vers lesquelles s'achemine la France comme l'ensemble du monde capitaliste soient supportées par la classe ouvrière et plus généralement par les petites gens.

Peut-on alors dire que les travailleurs, ceux qui ont le droit de vote comme ceux qui ne l'ont pas, travailleurs émigrés par exemple, ont subi à l'occasion de ces élections une défaite grave ?

En réalité non. Car même si la gauche comme la droite ont présenté des élections présidentielles comme un choix décisif pour l'avenir du pays, donc aussi pour l'avenir des travailleurs, en réalité le choix présenté aux travailleurs n'était pas un véritable choix, et la bataille électorale n'était pas une véritable bataille où la classe ouvrière jouait son sort. La classe ouvrière n'est pas passée à côté d'une occasion exceptionnelle pour la bonne raison qu'elle n'avait de toute façon pas grand'chose à gagner dans ces élections. Elle n'a pas non plus été défaite car elle n'a pas véritablement engagé la bataille sur son propre terrain, avec ses propres moyens.

Même si le candidat de la gauche François Mitterand avait été élu, comme le souhaitait la majorité des travailleurs, il n'aurait pas mené une politique très différente de celle de Giscard d'Estaing. Car François Mitterand est également un politicien bourgeois, c'est à dire un politicien qui veut préserver l'ordre social actuel dominé par la classe bourgeoise. Simplement, étant de gauche, il aurait utilisé ses liens avec les grandes organisations politiques et syndicales qui ont une audience parmi les travailleurs pour faire accepter à ces derniers des sacrifices que Giscard aura plus de mal à faire accepter sans remous.

Mais en réalité, même Mitterand président, les travailleurs auraient du utiliser leurs propres moyens de lutte pour imposer leurs revendications à leurs patrons, comme à l'ensemble de la classe capitaliste et à l'Etat.

Et c'est cela le fond du problème. Le fait qu'il existe en France plusieurs partis ou organisations qui puissent plus ou moins librement défendre leurs idées et leurs programmes; qu'ils puissent présenter des candidats à l'occasion de différentes élections; que les travailleurs aient le droit de voter - pas tous cependant, car ni les jeunes de moins de 21 ans, ni les travailleurs émigrés n'ont le droit de vote - tout cela semble infiniment plus démocratique que ce qui se passe dans nos pays.

Tout cela semble accréditer l'idée que contrairement aux pays d'Afrique où règnent des dictatures et où, même lorsqu'il y a des élections, elles sont réduites à une formalité en France le pouvoir est contrôlé par tous, il représente les intérêts de toutes les classes sociales. Il est vrai que le caractère oppressif, dictatorial des Etats en place en Afrique est sans masque.

Mais finalement, même dans un pays comme la France, les classes non exploitées, la classe ouvrière essentiellement, sont complètement écartées du pouvoir politique. Le seul droit qui est accordé aux travailleurs dans ce domaine est le droit de choisir quels seront les politiciens bourgeois qui dirigeront le pays. Les travailleurs ne contrôlent pas plus le pouvoir politique en France qu'ils ne le contrôlent dans les pays d'Afrique.

Lorsqu'il s'agit de choses vitales pour la classe ouvrière: améliorer ses conditions d'existence, se défendre contre les attaques des patrons, obtenir de meilleurs salaires, se garantir contre le chômage, etc, en France comme dans les pays d'Afrique, elle trouve l'Etat du côté des possédants. En France comme en Afrique, elle doit se battre, et ce qu'elle obtient dépend de sa capacité à le faire.

Aussi le suffrage universel, qui représente un pas en avant par rapport à la situation où les travailleurs sont privés de tout droit politique, peut lui-même devenir une chaîne pour la classe ouvrière, s'il lui fait oublier la conscience de la nécessité de lutter et de s'organiser pour lutter. Les élections dans une société bourgeoise constituent elles-mêmes un moyen d'esclavage, si les travailleurs mettent tous leurs espoirs de changement dans les élections, ou si, inversement, ils sont démoralisés et se sentent défaits, par ce que ces élections n'ont pas amené les changements souhaités.

L'élection de Giscard n'est donc pas une défaite pour les travailleurs si les travailleurs ne se sentent pas vaincus, s'ils répondent à chaque offensive patronale par des grèves, par des occupations d'usine, par la mobilisation et à plus forte raison, s'ils prennent l'initiative de l'offensive. Toute la vie économique dépend des travailleurs, car ce sont eux qui font marcher les usines, les chantiers, les mines, comme les bureaux et les banques. C'est là un pouvoir formidable, encore faut-il s'en servir.

Et sur ce terrain, le seul sur lequel la classe ouvrière soit forte, disparaît la division arbitraire, électorale, entre travailleur avec droit de vote et travailleur sans droit de vote. La carte d'électeur n'est point nécessaire pour arrêter la production...

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.